

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
51, boulevard Saint-Exupéry  
CS 50121 – 03403 Yzeure Cedex

Yzeure, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS**

Pont de Chazeuil  
03500 Saint-Pourçain-Sur-Sioule

Références : 20251014-RAP-03-420-VGIEENROBESDUBOURBParaysBStPourSioule.odt  
Code AIOT : 0016400072

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS implanté Pont de Chazeuil 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS
- Pont de Chazeuil 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule
- Code AIOT : 0016400072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le GIE Les Enrobés du Bourbonnais est régulièrement autorisé depuis 1977 sur le territoire des communes de Saint-Pourçain-sur-Sioule et Paray-sous-Briailles pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud.



L'inspection a permis d'avoir une vue générale du site d'exploitation.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a bien noté que le site a connu un renouvellement complet de l'effectif du site (3 salariés) au cours de ces derniers mois pouvant être à l'origine de lacunes relevées au cours de cette inspection.

**La présence de quelques fûts disposés sans rétention nécessite également une action corrective et la sensibilisation du personnel du site sur le risque de pollution du sol en cas de fuite.**

Suite à l'inspection précédente un **Porter A Connaissance** avait été déposé en préfecture pour mise à jour du dossier "installation classée" du site. **Des compléments à ce dossier sont attendus**, son instruction fera l'objet d'un rapport spécifique. La situation de la station de transit indépendante du fonctionnement de la centrale exploitée par le GIE, positionnée à l'entrée du site, devra notamment être explicitée.

Aussi, il convient de noter que ce site est très peu consommateur d'eau puisqu'il n'en n'utilise pas dans son process.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 1.5.1 et 1.6.1	Sans objet
2	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.2.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.4	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.2.1	Sans objet
7	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Sans objet
9	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	Sans objet
11	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever plusieurs non-conformités et des observations détaillées dans les points de contrôle développés au chapitre suivant.

Les principales non-conformités concernent :

- les moyens de lutte contre l'incendie et notamment l'accès à l'eau du plan d'eau ;
- l'entretien de débourbeurs et le contrôles de la qualité des eaux rejetées ;
- la traçabilité du suivi des équipements sous pression.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/01/2013, article 1.5.1 et 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Périmètre et modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1.5.1 L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes. Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement</p> <p>Article 1.6.1 Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection précédente du 22 juin 2022 un porter à connaissance mettant à jour les modifications apportées au site et notamment l'extension du site avec une plateforme de</p>

recyclage de matériaux sur la parcelle cadastrée ZN n°13 de la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule a été déposé en Préfecture de l'Allier.

Ce dossier doit être complété par l'établissement d'un plan de masse complet des installations sur fond parcellaire. Son instruction fera l'objet d'un rapport spécifique.

Le projet d'implantation d'un nouveau bâtiment (*pour lequel un permis de construire a déjà été accordé*) doit également être porté à la connaissance du préfet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Communiquer à l'inspection des installations classées un plan de masse complet des installations sur fond parcellaire pour compléter le dossier de porter à connaissance et porter également à la connaissance du préfet les nouvelles évolutions du site prévues.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Protection des ressources en eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

...

**Constats :**

Le plan des réseaux est à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Protection des ressources en eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des ouvrages

**Prescription contrôlée :**

...

L'aire de dépotage associée au parc à liants et au stockage de fuel dispose d'une vanne à commande manuelle qui permet de l'isoler du reste du réseau lors des opérations de dépotage. Ainsi en cas de fuite lors d'un dépotage, la condamnation de la zone n'est levée qu'une fois la zone entièrement nettoyée. Cette vanne de sécurité à commande manuelle est présente en amont du séparateur d'hydrocarbures pour confiner toute pollution accidentelle ayant lieu sur le site permet de retenir une éventuelle pollution que le séparateur d'hydrocarbures ne serait pas en mesure de traiter.. Le fonctionnement de cette vanne est consigné par écrit. Des essais périodiques de cette vanne sont consignés par écrit sur un registre.

<b>Constats :</b>  La consigne de manipulation de la vanne existe. Un test a été effectué en 2024 et est consigné sur registre. Le test pour 2025 est prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Protection des ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... Les séparateurs d'hydrocarbures sont régulièrement entretenus (vidangés, nettoyés, etc...), ces opérations sont consignées dans un registre maintenu disponible pour l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le nettoyage des séparateurs a été effectué le 6 février 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. ...
<b>Constats :</b>  L'accès au site est fermé par un portail. Le site est en majeure partie clôturé, la partie en bordure de la rivière Allier comporte un talus végétalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : 1. par le plan d'eau situé à l'entrée du site. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce point d'eau doit être équipé d'une plate-forme d'utilisation d'une superficie minimum</li> </ul>

<p>de 32m2 (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assuré par une voie engin d'une largeur minimum de 3 mètres stationnement exclu.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès. ↑ Il doit être signalé et entretenu périodiquement.</li> <li>• La hauteur d'aspiration d'eau être inférieure à 6 mètres.</li> <li>• Le volume d'eau contenu dans cette réserve doit être constant en toute saison.</li> <li>• L'exploitant doit mettre en place sans délai un système d'aspiration normalisé équipé d'une crépine permettant d'aspirer lorsque la surface du plan d'eau est gelé.</li> </ul> <p>2. Des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits divers,</p> <p>3. des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le nettoyage de l'accès au plan d'eau mérite d'être mieux entretenu. La végétation (buissons, ronces) gagne du terrain.</p> <p>Le système d'aspiration (a-t-il été volé ?) est inexistant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Un entretien régulier de l'accès au plan d'eau doit être assuré.</b>  <b>L'aménagement du pompage de l'eau du plan d'eau doit être mis en place en accord avec les exigences du SDIS03.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Surveillance des émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>...</p>



**Constats :**

Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 30 septembre 2024 montre le respect des Valeurs Limites d'Émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Surveillance des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.

...

**Constats :**

Le dernier contrôle des rejets aqueux réalisé le 20 décembre 2024 (2 points de mesures) fait état d'un dépassement de la valeur limite pour les Matières En Suspension en sortie du site. RAS concernant l'aire de dépotage.

L'inspection des installations classées relève que le nettoyage des débourbeurs n'a été effectué que le 6 février 2025 et qu'il n'y avait pas eu de contrôle ni de nettoyage depuis janvier 2023 !

Par ailleurs, aucun contrôle n'a été effectué après le nettoyage du débourbeur pour confirmer son bon fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Prévoir un nouveau contrôle des rejets aqueux (*respecter la périodicité de contrôle annuelle*) et assurer un entretien régulier des débourbeurs - séparateurs d'hydrocarbures selon les prescriptions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2013.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Surveillance des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

...

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :

- les premières mesures sont réalisées au cours des six premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;
- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

...

**Constats :**

Lors de la dernière inspection, le contrôle précédent des niveaux sonores avait mis en évidence un dépassement en Zone à Emergence Réglementée (ZER) en période nocturne.

Un nouveau contrôle des niveaux de bruit a été effectué du 9 au 10 octobre 2023. Il montre cette fois-ci le respect des valeurs limites d'émergences en ZER tant en période diurne que nocturne. Un seul point apparaît non conforme pour un léger dépassement en période nocturne (le point n° 1 en limite de propriété à proximité immédiate des installations au bord du plan d'eau).

L'inspection des installations classées relève que le fonctionnement de nuit des installations n'est pas fréquent et qu'il n'y a pas de véritable enjeu vis-à-vis de ce dépassement au point de mesure numéro 1. Pour autant, un point de vigilance doit être porté sur ce point et de ce fait, un nouveau contrôle est à programmer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Faire réaliser un nouveau contrôle des émissions sonores en 2026.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des appareils à pression

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<b>Constats :</b>  La liste des appareils à pression n'est pas disponible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Établir et communiquer à l'inspection des installations classées la liste des appareils à pression du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  Le rapport d'intervention de l'APAVE du 10 juillet 2025 portant sur les appareils à pression du site est disponible. La situation de ces équipements est à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

